



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 autorisant l'exploitation d'un élevage avicole de 69 000 animaux équivalent sur le territoire de la commune de BOSJEAN.

N° DCL-BRENV-2025-258-2

François DROUHARD

SIREN : 512 902 222

Siège administratif :

927 rue d'Alloise

71310 LA CHAPELLE SAINT SAUVEUR

Site d'exploitation

Le BOIS BOULEAU

71330 BOSJEAN

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement titre 1er du livre V ;

Vu la directive IED n° 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement et notamment la rubrique 3660 « élevage intensif » ;

Vu le décret interministériel n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées en créant la rubrique n°3660 « élevage intensif de volailles ou de porcs » ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs parue au journal officiel de l'union européenne le 21 février 2017 (BREF IRPP) ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

196 rue de Strasbourg

71021 Mâcon Cedex 9

Tél : 03 85 21 81 00

pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr

www.saone-et-loire.gouv.fr

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 modifié relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 autorisant l'exploitation d'un élevage avicole de 69 000 animaux équivalents volailles par la SCEA du Bois Bouleau et M. Jacky COULON sur le territoire de la commune de Bosjean ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-171-2 du 20 juin 2023 pris à l'encontre de M. Jacky COULON, précédent exploitant, imposant notamment la transmission d'un dossier de réexamen au titre de la directive IED (BREF IRPP) ;

Vu le plan d'épandage établi par la chambre d'agriculture de Saône-et-Loire, remis à l'inspection des installations classées en mars 2024 ;

Vu le courrier daté du 23 décembre 2024 adressé par M. François DROUHARD informant l'inspection des installations classées de la reprise, depuis le 29 mars 2024, de l'élevage initialement exploité par M. Jacky COULON ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires transmis par courriel en date du 18 décembre 2024 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé, unité territoriale de Saône-et-Loire par courriel en date du 16 décembre 2024 ;

Vu l'avis des communes de Bosjean, Cosges, Frangy en Bresse, Le Planois, Le Fay et Saillenard respectivement en date des 09/01/2025, 16/12/2024, 16/12/2024, 28/02/2025, 13/02/2025 et 02/06/2025 ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement en date du 3 juin 2025 ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité de cette exploitation est la rubrique 3660 « Élevage intensif » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées sont celles de l'élevage intensif de volailles ou de porcs (BREF IRPP) ;

Considérant que M. Jacky Coulon n'a pas remis le dossier de réexamen et le rapport de base en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement, dans les délais prévus ;

Considérant que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication des conclusions des Meilleures Techniques Disponibles, soit depuis le 21 février 2021 :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R.515-58 du Code de l'environnement sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 du même Code ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que M. Jacky COULON a fait une demande d'actualisation de son parcellaire d'épandage en date du 8 mars 2024 ;

Considérant que la majorité des parcelles présentes dans le plan d'épandage présenté sont reprises du plan d'épandage initialement autorisé pour l'épandage des lisiers et fumiers de bovins du GAEC du Petit Champ dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2014013-0003 du 13 janvier 2014 ;

Considérant que le GAEC du Petit Champ a cessé son activité d'élevage et que les parcelles de son plan d'épandage sont désormais exploitées par M. Jérôme HUBAIL ;

Considérant que M. Jérôme HUBAIL met à disposition de M. François DROUHARD les parcelles qu'il exploite pour l'épandage du fumier de volailles ;

Considérant que les modifications proposées ne sont pas substantielles ;

Considérant qu'il convient, conformément aux articles R.181-45 et 46 du code de l'environnement, de fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié ;

Considérant l'avis, en date du 15 juillet 2025, du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de M. François DROUHARD par courrier recommandé avec accusé de réception afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence d'observation de l'exploitant ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire :

ARRÊTE

Article 1 - Titulaire et objet de l'autorisation

L'article 1er de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage avicole n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 par la SCEA du Bois Bouleau et Jacky COULON est modifié comme suivant :

M. François DROUHARD, dénommé dans la suite de l'arrêté « l'exploitant » est autorisé, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BOSJEAN, lieu-dit « Bois Bouleau » un élevage avicole comprenant un maximum de 62 000 poulets de chair en présence simultanée.

Classement au titre des ICPE :

Rubrique	Intitulé	Seuil rubrique	Niveau de l'installation	Régime
3660-a	Élevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles*	40 000 emplacements	62 000 emplacements de poulets de chair	Autorisation IED

*Nota : Par « volailles », on entend : les poulets, poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans et perdrix, élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement.

Article 2 - Réglementation applicable

L'exploitant est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'élevage de volailles dans les conditions prévues dans l'arrêté préfectoral n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 et dans le présent arrêté qui le modifie et le complète.

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 susvisé reste valable en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

L'exploitant respecte également les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 - Meilleures techniques disponibles

L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables à son élevage au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les élevages intensifs de volailles et ou de porcs (BREF IRPP) conformément à la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs parue au journal officiel de l'union européenne le 21 février 2017 (BREF IRPP).

Les valeurs limites d'émission ne devront pas excéder les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles décrites dans ces conclusions.

La vérification de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles et le respect des valeurs limites d'émission fera l'objet d'une inspection spécifique dans un délai d'un an par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 - Déclaration des émissions polluantes

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.

Article 5 - Épandage des effluents

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 autorisant l'exploitation d'un élevage avicole de 69 000 animaux équivalents volailles par la SCEA du Bois Bouleau et M. Jacky COULON sur le territoire de la commune de BOSJEAN est modifié comme suivant :

Le plan d'épandage des effluents générés par l'activité d'élevage présenté à l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage avicole n°04/3801/2-3 du 16 décembre 2004 par la SCEA du Bois Bouleau et Jacky COULON est abrogé.

L'épandage du fumier de volailles issu de l'activité d'élevage est effectué conformément au plan d'épandage modifié transmis le 8 mars 2024 à l'inspection des installations classées.

L'épandage est autorisé sur les parcelles référencées en annexe du présent arrêté à l'exception des parcelles suivantes :

Aucun stockage au champ ni épandage de fumier de volailles n'est réalisé :

- sur l'îlot HUB 46 situé sur les communes de Saillenard et Le FAY (références cadastrales : AM 147, 149, 150 et 151 et AE 185).
- sur la parcelle n°AT 103 de l'îlot HUB 44 située sur la commune de FRANGY EN BRESSE comprise dans la zone d'exclusion réglementaire.

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable qui doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités	DISTANCE MINIMALE d'épandage	CAS PARTICULIERS
Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29.	10 mètres	
Fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois.	15 mètres	
Autres fumiers. Lisiers et purins. Fientes à plus de 65 % de matière sèche. Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 28 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais. Digestats de méthanisation. Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.
Autres cas.	100 mètres	

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés en eaux souterraines (puits, forages et sources)
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

Les épandages de fumier de volailles sur terres nues sont suivis d'un enfouissement dans les douze heures.

Sauf circonstances exceptionnelles avec accord préalable de l'inspecteur des installations classées, l'épandage des effluents d'élevage est interdit les dimanches et jours fériés.

Compte-tenu de leur caractère inondable ou hydromorphe, l'épandage sur les îlots n°25, 28, 31, 32, 37, 38, 39, 42, 44 sera réalisé hors période d'engorgement de ces sols.

Article 6 - Défense extérieure contre l'incendie

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

L'exploitant doit compléter la défense incendie sur son site dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté par la mise en place d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction implantée à 200 mètres au plus des bâtiments d'élevage et accessible en toutes circonstances.

Article 7 - Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, M. François DROUHARD, dont le siège social se situe au 927 rue d'Alloise, 71310 LA CHAPELLE SAINT SAUVEUR par courrier transmis avec accusé de réception.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est disponible dans la mairie de la commune de BOSJEAN ainsi que dans les mairies des communes concernées par l'épandage à savoir FRANGY EN BRESSE, LE FAY, LE PLANOIS, COSGES et SAILLENARD et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BOSJEAN pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois (www.saone-et-loire.gouv.fr).

Article 8 - Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mmes, MM. les maires des communes de BOSJEAN, FRANGY EN BRESSE, LE FAY, LE PLANOIS, COSGES et SAILLENARD, Mme la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire et M. le directeur de l'agence régionale de Santé de Bourgogne unité territoriale de Saône-et-Loire.

Mâcon, le 15 SEP. 2025

Le préfet

Pour le préfet
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérékurs citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

